



Dans une déclaration publiée samedi, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) dénonce le zèle de certaines autorités administratives

Le MRC porte à la connaissance de l'opinion publique que plusieurs de ses militants ont été arbitrairement brutalisés, enlevés et séquestrés par des éléments de la police de la ville de Sangmelima alors que ceux-ci participaient aux opérations électorales de renouvellement des organes de base du parti dans la région du Sud.

Il convient de préciser que le Gouverneur de la Région du Sud avait pourtant été régulièrement saisi de la tenue de ces opérations électorales autant que le MRC l'a toujours fait dans les autres localités du Cameroun.

Le MRC est un parti politique reconnu par la loi et exerce par conséquent ses activités politiques conformément aux valeurs reconnues dans toutes les sociétés démocratiques.

Le MRC dénonce donc avec la dernière énergie ces arrestations arbitraires et rappelle par la même occasion que la ville de Sangmelima n'appartient pas au RDPC.

Le MRC dénonce également l'excès de zèle de certaines autorités administratives de même que l'attitude de certains responsables de la police nationale qui instrumentalisés les missions

de la police à des fins politiques au profit du RDPC.

Enfin, le MRC exige la libération immédiate et sans condition de ses militants et demande par la même occasion aux autorités administratives de s'abstenir de perturber le processus électoral interne du MRC.

Fait à Yaoundé le 26 Août 2023

Le secrétaire national délégué chargé des droits de l'homme et de la gouvernance.
